



Nord/Pas-de-Calais

---

84, rue de Cambrai 59000 LILLE –  
Tél/Fax : 03/20/55/99/29 Portable 06/73/35/87/68  
email : [sudeduc5962@wanadoo.fr](mailto:sudeduc5962@wanadoo.fr) -  
Site : [sudeduc5962.lautre.net](http://sudeduc5962.lautre.net)



L'union syndicale SOLIDAIRES et SUD éducation n'ont pas cessé de pousser l'intersyndicale nationale à l'élargissement du mouvement de contestation, pour en faire un mouvement de grève générale reconductible interprofessionnelle, seul moyen de faire plier le gouvernement. Nous avons partout favorisé l'unité syndicale, signant de nombreux appels communs, en participant partout où nous le pouvions aux actions interprofessionnelles de grèves et de manifestations, en organisant des caisses de solidarité, et en allant sur les piquets de grève et de blocages.

Nous avons poussé partout à l'extension du mouvement et, de fait, avons favorisé au rapprochement des journées d'actions pour entraîner une dynamique véritable et éviter les journées saute-mouton.

Nous ne sommes pas encore parvenus à faire plier le gouvernement, qui s'est arc-bouté sur des positions extrêmes (passage en force, réquisition, déni de démocratie, répression,...). Il y avait encore 1,2 millions de manifestants dans toute la France le 6 Novembre alors qu'un matraquage médiatique incessant répète que « c'est fini ! la loi est votée ! On ne peut plus venir en arrière ! Maintenant, il faut parler du remaniement... »

Quand certaines organisations en appelaient à la préservation de l'économie, nous affirmions la nécessité d'un véritable rapport de force, générant l'espoir en notre capacité de gagner.

La détermination des salariés a ébranlé le gouvernement. Et la colère des salarié-es est intacte !

## Tous et toutes en grève et dans l'action ce mardi 23 novembre

SUD éducation Nord/Pas-de-Calais appelle l'ensemble des personnels de l'éducation à se joindre aux actions (blocages, tractages...) décidées localement en assemblées générales de syndiqué-es et non syndiqué-es.

*Pour connaître les rendez-vous régionaux, contactez le syndicat au 03-20-55-99-29 ou au 06-73-35-87-68.*

### Nous appelons en effet à poursuivre le combat :

- pour l'abrogation de la loi du 9 novembre
- pour le retour aux 37,5 annuités pour tous, public et privé
- pour la retraite à taux plein à 60 ans
- pour l'augmentation des cotisations sociales patronales en fonction des besoins de financement des caisses de retraites (CNAV et complémentaires)
- pour l'arrêt des suppressions de postes dans l'éducation
- pour des créations de postes de titulaires à la hauteur des besoins exprimés par les salariés (postes en établissement, titulaires-remplaçants, RASED, etc.)
- pour l'abrogation de la masterisation
- pour la titularisation sans condition de tous les précaires



Nord/Pas-de-Calais

84, rue de Cambrai 59000 LILLE –  
Tél/Fax : 03/20/55/99/29 Portable 06/73/35/87/68  
email : [sudeduc5962@wanadoo.fr](mailto:sudeduc5962@wanadoo.fr) -  
Site : [sudeduc5962.lautre.net](http://sudeduc5962.lautre.net)



**Pour ne pas subir l'augmentation immédiate (dès janvier 2011) de nos contributions pour pension civile (PC) et exiger l'alignement du privé sur le public et non l'inverse, pour montrer la capacité de lutte des personnels de l'éducation,**

## **l'action continue**

### **Contre cette loi qui est inacceptable :**

- **elle est injuste** : elle baisse à nouveau les pensions alors qu'un million de retraité-e-s vit déjà en dessous du seuil de pauvreté ; elle amplifie les inégalités et frappe plus durement les plus précaires ; en cumulant le recul des âges et l'allongement de la durée de cotisation, elle est **la pire contre-réforme d'Europe**

- **elle est illégitime** : M. Sarkozy s'est fait élire en promettant de ne pas toucher aux 60 ans ; la négociation n'a pas eu lieu ; le débat a été bâclé au Parlement, au Sénat et dans les deux chambres réunies ; l'affairisme règne avec les rapports Woerth-Bettencourt et avec une loi qui offre 40 à 100 milliards aux fonds de pension gérés par le frère de M. Sarkozy...

### **Contre la régression sociale généralisée**

**Les retraites sont attaquées**, à la fois pour plaire aux marchés financiers qui prétextent la crise pour justifier la rigueur qui sévit en France, et pour inciter fortement, voire imposer, à des versements aux fonds de pensions.

**La régression sociale** se généralise par l'amplification de l'attaque continue contre la protection sociale (franchises médicales, remboursements...), et contre le pouvoir d'achat et les libertés.

**Le partage inégal des richesses** est devenu évident pour un grand nombre. Les coups bas au bas et les cadeaux en haut, ça ne passe plus ! Une majorité de la population n'accepte plus ces régressions alors qu'une autre politique, plus juste et plus égalitaire, permettrait le progrès social.

Tout pousse à une action permanente, sous différentes formes, et susceptible d'une explosion pour imposer une autre politique. Les actions interprofessionnelles qui se poursuivent attestent bien que la lutte continue, mais que nous sommes entrés dans une nouvelle phase. Elle succède à celle ouverte le 12 octobre, caractérisée par une grève reconductible portée par de nombreux secteurs.

« L'incendie » espéré n'a pas encore eu lieu, mais visiblement le « feu » n'est pas éteint !

**Les salarié-es doivent s'emparer de la nouvelle journée de mobilisation unitaire qui aura lieu le 23 novembre pour faire de nouveau entendre leur voix.**

**Le mouvement contre la « réforme » des retraites a posé la question fondamentale du partage de la richesse produite. Cette question n'a pas été résolue. Continuons !**

**Ensemble, ne lâchons rien !**